

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2021/31172]

24 AVRIL 2021. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19

La Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, l'article 4 ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, les articles 11 et 42 ;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, les articles 181, 182 et 187 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 avril 2021 ;

Vu l'accord du Secrétaire de l'Etat au Budget, donné le 15 avril 2021 ;

Vu l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil, donné le 15 avril 2021 ;

Vu l'urgence motivée par la nécessité d'envisager des mesures fondées sur les résultats épidémiologiques qui évoluent de jour en jour, les derniers ayant justifié les mesures décidées lors du Comité de concertation qui s'est tenu le 14 avril 2021 ; qu'il est dès lors urgent d'adapter, de prendre et de prolonger certaines mesures ;

Vu l'avis 69.253/AG du Conseil d'Etat, donné le 23 avril 2021 et reçu le 24 avril 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 (voir annexe) ;

Considérant la concertation entre les gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes dans le cadre des Comités de concertation fréquemment organisés, en particulier le Comité de concertation du 14 avril 2021 pour les mesures prises dans l'arrêté ;

Considérant les avis du RAG et du GEMS ;

Considérant l'avis du Conseil Supérieur de la Santé du 9 juillet 2020 ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant l'article 6, 1. c) du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2021/31172]

24 APRIL 2021. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, artikel 4;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, artikelen 11 en 42;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, artikelen 181, 182 en 187;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 april 2021;

Gelet op het akkoord van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 15 april 2021;

Gelet op het advies van de in Raad vergaderde Ministers, gegeven op 15 april 2021;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de noodzakelijkheid om maatregelen te overwegen die gegrond zijn op epidemiologische resultaten die van dag op dag evolueren en waarvan de laatste de maatregelen hebben gerechtvaardigd die werden beslist tijdens het Overlegcomité dat is bijeengekomen op 14 april 2021; dat het zodoende dringend is om bepaalde maatregelen aan te passen, te nemen en te verlengen;

Gelet op het advies nr. 69.253/AV van de Raad van State, gegeven op 23 april 2021 en ontvangen op 24 april 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 (zie bijlage);

Overwegende het overleg tussen de regeringen van de deelstaten en de bevoegde federale overheden in frequent gehouden Overlegcomités, in het bijzonder het Overlegcomité van 14 april 2021 voor de in het besluit genomen maatregelen;

Overwegende de adviezen van de RAG en van de GEMS;

Overwegende het advies van de Hoge Gezondheidsraad van 9 juli 2020;

Overwegende artikel 191 van het Verdrag betreffende de Werking van de Europese Unie, dat het voorzorgsbeginsel in het kader van het beheer van internationale gezondheids crisissen en van de actieve voorbereiding van zulke potentiële crisissen verankert; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer een ernstig risico hoogstwaarschijnlijk werkelijkheid zal worden, het aan de overheid is om dringende en voorlopige maatregelen te nemen;

Overwegende artikel 6, 1. c) van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;

Considérant la Constitution, l'article 23 ;

Considérant l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspections d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présümées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano ;

Considérant la loi du 9 octobre 2020 portant assentiment à l'accord de coopération du 25 août 2020 précité ;

Considérant l'accord de coopération du 24 mars 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune concernant le transfert de données nécessaires aux entités fédérées, aux autorités locales ou aux services de police en vue du respect de l'application de la quarantaine ou du test de dépistage obligatoires des voyageurs en provenance de zones étrangères et soumis à une quarantaine ou à un test de dépistage obligatoires à leur arrivée en Belgique ;

Considérant la loi du 8 avril 2021 portant assentiment à l'accord de coopération du 24 mars 2021 précité ;

Considérant l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national ;

Considérant l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant le déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise du coronavirus COVID-19 ;

Considérant les protocoles déterminés par les ministres compétents en concertation avec les secteurs concernés ;

Considérant la Recommandation (UE) 2020/1475 du Conseil du 13 octobre 2020 relative à une approche coordonnée de la restriction de la libre circulation en réaction à la pandémie de COVID-19 ;

Considérant la Recommandation (UE) 2020/912 du Conseil du 30 juin 2020 concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels et la possible levée de cette restriction ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde ;

Considérant l'allocution liminaire du Directeur général de l'OMS du 12 octobre 2020 précisant que le virus se transmet principalement entre contacts étroits et entraîne des flambées épidémiques, qui pourraient être maîtrisées par l'application de mesures ciblées ;

Considérant la déclaration du Directeur général de l'OMS Europe du 15 octobre 2020, indiquant que la situation en Europe est très préoccupante et que la transmission et les sources de contamination ont lieu dans les maisons, les lieux publics intérieurs et chez les personnes qui ne respectent pas correctement les mesures d'autoprotection ;

Considérant la déclaration du Directeur général de l'OMS du 26 octobre 2020, précisant que tout doit être mis en œuvre pour protéger les travailleurs du secteur des soins de santé ; que les écoles et les entreprises peuvent rester ouvertes mais que des compromis doivent être faits ; que le directeur général confirme que le virus peut être supprimé par une action rapide et ciblée ;

Considérant la déclaration du 18 mars 2021 du docteur Hans Henri P. Kluge, directeur régional de l'OMS pour l'Europe, dans laquelle il a indiqué que chaque semaine, plus de 20 000 personnes meurent du virus dans la région ; que le nombre de personnes qui meurent de la COVID-19 en Europe est maintenant plus élevé qu'à la même période l'année dernière ; que le variant plus contagieux B.1.1.7 devient le variant dominant dans la région européenne ; que les effets et les avantages des vaccins sur la santé ne sont pas encore immédiatement apparents ; qu'à l'heure actuelle il est nécessaire de demeurer ferme dans l'application de l'ensemble de la gamme des mesures en réponse à la propagation du virus ;

Overwegende de Grondwet, artikel 23;

Overwegende het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano;

Overwegende de wet van 9 oktober 2020 houdende instemming met het voormelde samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020;

Overwegende het Samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de gegevensoverdracht van noodzakelijke gegevens naar de gefedereerde entiteiten, de lokale overheden of politiediensten met als doel het handhaven van de verplichte quarantaine of testing van de reizigers komende van buitenlandse zones bij wie een quarantaine of testing verplicht is bij aankomst in België;

Overwegende de wet van 8 april 2021 houdende de instemming met het voormelde samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021;

Overwegende het koninklijk besluit van 22 mei 2019 betreffende de noodplanning en het beheer van noodsituaties op het gemeentelijk en provinciaal niveau en betreffende de rol van de burgemeesters en de provinciegouverneurs in geval van crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen;

Overwegende het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis coronavirus COVID-19;

Overwegende de protocollen bepaald door de bevoegde ministers in overleg met de betrokken sectoren;

Overwegende de Aanbeveling (EU) van 2020/1475 van de Raad van 13 oktober 2020 betreffende een gecoördineerde aanpak van de beperking van het vrije verkeer in reactie op de COVID-19-pandemie;

Overwegende de Aanbeveling (EU) 2020/912 van de Raad van 30 juni 2020 over de tijdelijke beperking van niet-essentiële reizen naar de EU en de mogelijke opheffing van die beperking;

Overwegende de verklaring van de WHO omtrent de karakteristieken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder met betrekking tot de besmettelijkheid en het sterfterisico;

Overwegende de kwalificatie van het coronavirus COVID-19 als een pandemie door de WHO op 11 maart 2020;

Overwegende dat de WHO op 16 maart 2020 het hoogste dreigingsniveau heeft uitgeroepen aangaande het coronavirus COVID-19 dat de wereldeconomie destabiliseert en zich snel verspreidt over de wereld;

Overwegende de inleidende toespraak van de directeur-generaal van de WHO van 12 oktober 2020 die aangaf dat het virus zich voornamelijk verspreidt tussen nauwe contacten en aanleiding geeft tot opflakeringen van de epidemie die onder controle zouden kunnen worden gehouden door middel van gerichte maatregelen;

Overwegende de verklaring van de directeur-generaal van de WHO Europa van 15 oktober 2020, die aangeeft dat de situatie in Europa zeer onrustwekkend is en dat de overdracht en besmettingsbronnen plaatsvinden in de huizen, binnen in publieke plaatsen en bij de personen die de zelfbeschermingsmaatregelen niet correct naleven;

Overwegende de verklaring van de directeur-generaal van de WHO van 26 oktober 2020, die aangeeft dat alles in het werk moet worden gesteld om de medewerkers van de zorgsector te beschermen; dat scholen en bedrijven kunnen openblijven maar daarvoor compromissen moeten worden gesloten; dat de directeur-generaal bevestigt dat het virus kan worden onderdrukt door snel en bewust in te grijpen;

Overwegende de verklaring van 18 maart 2021 van dokter Hans Henri P. Kluge, regionaal directeur van WHO Europa, waarin hij stelde dat elke week meer dan 20 000 mensen in de regio overlijden ten gevolge van het virus; dat het aantal mensen dat in Europa aan COVID-19 sterft, nu hoger ligt dan vorig jaar rond deze tijd; dat de besmettelijkere B.1.1.7 variant van het virus de dominante variant wordt in de Europese regio; dat de gevolgen en voordelen van de vaccins voor de gezondheid nog niet meteen voelbaar zijn; dat men vooralsnog standvastig moet blijven in de toepassing van het volledige scala van maatregelen als reactie tegen de verspreiding van het virus;

Considérant que notre pays est en niveau d'alerte 4 (alerte très élevée) au niveau national depuis le 13 octobre 2020 ;

Considérant que la moyenne journalière des nouvelles contaminations avérées au coronavirus COVID-19 en Belgique sur les sept derniers jours a connu une légère diminution à 3436 cas confirmés positifs à la date du 15 avril 2021 ;

Considérant qu'à la date du 14 avril 2021, au total 3049 patients atteints du coronavirus COVID-19 sont pris en charge dans les hôpitaux belges ; qu'à cette même date, au total 941 patients sont pris en charge dans les unités de soins intensifs ;

Considérant que l'incidence au 15 avril 2021 sur une période de 14 jours est de 468 sur 100 000 habitants ; que le taux de reproduction basé sur le nombre de nouvelles hospitalisations s'élève à 0,95 ;

Considérant que le taux d'engorgement des hôpitaux, en particulier des services de soins intensifs, demeure très élevé ; que la pression sur les hôpitaux et sur la continuité des soins non COVID-19 demeure une réalité et que ceci a un effet significativement négatif sur la santé publique ; que les hôpitaux ont activé la phase 2A du plan d'urgence pour les hôpitaux ;

Considérant que la situation demeure particulièrement précaire et qu'il doit être évité que le nombre d'infections et de contaminations augmente à nouveau ;

Considérant que le variant B.1.1.7 est devenu dominant en Belgique ; que ce variant est plus contagieux et qu'en conséquence le virus circule encore plus rapidement au sein de la population ; qu'il est dès lors nécessaire de prolonger certaines mesures ;

Considérant que la campagne de vaccination a été lancée et qu'elle a déjà un impact évident sur les infections des plus de 65 ans ; que par conséquent le nombre d'hospitalisations et de décès des résidents des centres de soins résidentiels semble diminuer ;

Considérant qu'il est important qu'il existe une cohérence maximale dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximaliser leur efficacité ; que ces mesures doivent s'appliquer à l'ensemble du territoire ; que les autorités locales ont toutefois la possibilité, en fonction de la situation épidémiologique sur leur territoire, de prendre des mesures plus sévères pour autant qu'elles soient proportionnelles et limitées dans le temps ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population ;

Considérant que le coronavirus COVID-19 est une maladie infectieuse qui touche généralement les poumons et les voies respiratoires ;

Considérant que le coronavirus COVID-19 se transmet d'un individu à un autre par voie aérienne ; que la transmission de la maladie semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le nez ;

Considérant qu'il est nécessaire d'éviter que des nouveaux variants et mutations qui pourraient affecter l'efficacité des vaccins apparaissent ou se propagent ; que, par conséquent, des règles strictes pour prévenir la propagation du virus sont encore nécessaires ; que, dès lors, il convient de prolonger les mesures ;

Considérant que, compte tenu de ce qui précède, certains rassemblements dans des lieux clos et couverts, mais également en plein air constituent encore un danger particulier pour la santé publique ; que ce danger est toutefois plus limité en plein air ;

Considérant que des assouplissements substantiels ne sont dès lors pas possibles aussi longtemps que le nombre d'infections et de contaminations ne chute pas significativement ; que pour des raisons liées à santé mentale et l'économie, il est cependant nécessaire d'autoriser certains rassemblements et activités ; que les mesures pour prévenir les contaminations doivent y être respectées ; que les activités en extérieur doivent toujours être privilégiées au vu du moindre risque de contamination ; que les règles d'hygiène et de distanciation sociale doivent toujours être au maximum respectées ; que pour le reste, les mesures existantes doivent être prolongées ;

Considérant que par l'arrêté ministériel du 26 mars 2021 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 des nouvelles mesures urgentes ont été adoptées pour enrayer la forte augmentation du nombre d'infections à ce moment ; que le nombre d'infections diminue à nouveau ; que dès lors ces mesures ne sont plus nécessaires ; que les magasins et prestataires de services doivent donc pouvoir reprendre leurs activités ; qu'ils doivent toutefois tenir compte des mesures visant à éviter les infections ; que, par exemple, un consommateur peut, lorsqu'il fait son shopping, être accompagné uniquement d'une personne du même ménage ou du contact rapproché durable ; qu'un consommateur peut cependant accompagner les mineurs de son propre ménage ou des personnes ayant besoin d'une assistance ;

Overwegende dat ons land sinds 13 oktober 2020 op nationaal niveau in alarmniveau 4 (zeer hoge alertheid) zit ;

Overwegende dat het daggemiddelde van de nieuwe vastgestelde besmettingen met het coronavirus COVID-19 in België over de voorbije zeven dagen een lichte daling kende tot 3436 bevestigde positieve gevallen op 15 april 2021 ;

Overwegende dat op 14 april 2021 in totaal 3049 patiënten getroffen door COVID-19 worden behandeld in de Belgische ziekenhuizen ; dat op diezelfde datum in totaal 941 patiënten worden behandeld op de diensten van de intensieve zorg ;

Overwegende dat de incidentie op 15 april 2021 over een periode van 14 dagen 468 op 100.000 inwoners bedraagt ; dat het reproductiegetal op basis van de nieuwe hospitalisaties 0,95 bedraagt ;

Overwegende dat de bezettingsgraad van de ziekenhuizen, in het bijzonder van de diensten van de intensieve zorg, zeer hoog blijft ; dat de druk op de ziekenhuizen en op de continuïteit van de niet-COVID-19-zorg nog steeds reëel is en dat dit een aanzienlijk negatief effect heeft op de volksgezondheid ; dat de ziekenhuizen zijn overgeschakeld naar fase 2A van het ziekenhuisnoodplan ;

Overwegende dat de situatie zeer precair blijft en dat moet worden voorkomen dat het aantal besmettingen en hospitalisaties opnieuw toeneemt ;

Overwegende dat de variant B.1.1.7 dominant is geworden in België ; dat deze variant besmettelijker is en daardoor het virus nog vlotter kan circuleren onder de bevolking ; dat het daarom noodzakelijk is om bepaalde maatregelen te verlengen ;

Overwegende dat de vaccinatiecampagne van start is gegaan en dat dit al een duidelijk effect heeft op de besmettingen van de 65-plussers ; dat het aantal ziekenhuisopnames en overlijdens van bewoners van woonzorgcentra daardoor lijkt af te nemen ;

Overwegende dat het van belang is dat er een maximale coherentie bestaat bij het nemen van maatregelen voor de handhaving van de openbare orde, teneinde de efficiëntie ervan te maximaliseren ; dat deze maatregelen dienen te gelden voor het ganse grondgebied ; dat de lokale overheden evenwel de mogelijkheid hebben om, rekening houdend met de epidemiologische toestand op hun grondgebied, strengere maatregelen te nemen voor zover die proportioneel en in de tijd beperkt zijn ;

Overwegende de urgentie en het risico voor de volksgezondheid die het coronavirus COVID-19 met zich meebrengt voor de bevolking ;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 een infectieziekte is die meestal de longen en luchtwegen treft ;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 wordt overgedragen van mens op mens via de lucht ; dat de overdracht van de ziekte lijkt plaats te vinden via alle mogelijke emissies via de mond en de neus ;

Overwegende dat moet worden vermeden dat nieuwe mutaties en varianten van het coronavirus die een invloed kunnen hebben op de werkzaamheid van de vaccins ontstaan of zich verspreiden ; dat daarom nog steeds strikte regels noodzakelijk zijn om de verspreiding van het virus tegen te gaan ; dat de maatregelen bijgevolg dienen te worden verlengd ;

Overwegende dat, gezien wat voorafgaat, bepaalde bijeenkomsten in besloten of overdekte plaatsen, maar ook in open lucht, nog steeds een specifieke bedreiging vormen voor de volksgezondheid ; dat die bedreiging in open lucht evenwel beperkter is ;

Overwegende dat aanzienlijke versoepelingen hierdoor niet mogelijk zijn zolang het aantal besmettingen en hospitalisaties niet significant daalt ; dat omwille van de mentale gezondheid van de bevolking en de economie het echter noodzakelijk is bepaalde activiteiten en samenkomsten toe te staan ; dat daarbij de nodige maatregelen om besmettingen te voorkomen, moeten worden gerespecteerd ; dat buitenactiviteiten steeds de voorkeur moeten genieten gezien het lagere risico op besmetting ; dat de regels betreffende hygiëne en van sociale afstand steeds maximaal moeten worden gerespecteerd ; dat de bestaande maatregelen voor het overige dienen te worden verlengd ;

Overwegende dat bij het ministerieel besluit van 26 maart 2021 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken bijkomende maatregelen werden genomen om de sterke stijging van het aantal besmettingen op dat moment af te remmen ; dat het aantal besmettingen inmiddels opnieuw daalt ; dat deze maatregelen daardoor niet langer noodzakelijk zijn ; dat de winkels en dienstverleners bijgevolg hun activiteiten weer moeten kunnen opstarten ; dat zij daarbij echter rekening dienen te houden met de maatregelen om besmettingen te voorkomen ; dat een consument tijdens het winkelen bijvoorbeeld enkel vergezeld mag worden door één persoon van hetzelfde huishouden of door het duurzaam onderhouden nauw contact ; dat een consument evenwel de minderjarigen van het eigen huishouden of de personen die nood hebben aan begeleiding mag begeleiden ;

Considérant que le risque de contamination est plus faible durant les activités en extérieur ; que les activités en extérieur doivent actuellement être privilégiées dans la mesure du possible ;

Considérant la nécessité de soutien de la police dans la mise en application des mesures visant à limiter la propagation du coronavirus par les services d'inspection disposant d'une expertise spécifique ;

Considérant les compétences existantes des fonctionnaires de la Direction générale de l'Inspection économique du Service public fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie en matière de surveillance des entreprises dans le cadre de la législation économique, en ce compris les obligations générales d'information, la vente à distance et les pratiques commerciales déloyales, ainsi que la surveillance qu'ils exercent déjà du respect des mesures visées aux articles 7bis, § 1^{er} et 8, §§ 2, 3 et 4 ;

Considérant que, afin de pouvoir déterminer et mettre en place d'autres assouplissements, il est nécessaire d'organiser des expériences et projets pilotes; que, lors de ces expériences et projets pilotes, il n'est pas possible de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 ; qu'une autorisation du ministre de l'Intérieur est requise pour pouvoir déroger aux dispositions du présent arrêté ministériel lors de ces expériences et projets pilotes, certes après un avis motivé des ministres compétents, des autorités locales concernées et du ministre fédéral de la Santé publique, de manière toutefois conforme aux modalités du protocole concerné ;

Considérant qu'il est toujours fait appel au sens des responsabilités et à l'esprit de solidarité de chaque citoyen pour respecter la distanciation sociale et appliquer toutes les recommandations sanitaires ;

Considérant que les mesures d'hygiène restent indispensables ;

Considérant que les activités en extérieur doivent être, dans la mesure du possible, privilégiées ; que lorsque ce n'est pas possible, les pièces doivent être suffisamment aérées ;

Considérant que la situation sanitaire est évaluée régulièrement ; que cela signifie que les mesures plus strictes ne sont jamais exclues,

Arrête :

Article 1^{er}. À l'article 5 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « Sans préjudice des articles 8 et 8bis » sont remplacés par les mots « Sans préjudice de l'article 8 » ;

2° dans l'alinéa 2, le 14° est remplacé comme suit : « 14° un consommateur peut être accompagné d'une personne du même ménage ou du contact rapproché durable visé à l'article 15bis. Les mineurs de son propre ménage ou les personnes ayant besoin d'une assistance peuvent être accompagnés d'un adulte. » ;

3° l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 2. À l'article 8 du même arrêté, le paragraphe 4 est remplacé comme suit :

« § 4. Les prestations de services au cours desquels la distance de 1,5 mètre ne peut pas être garantie entre le prestataire de services et le consommateur sont interdites, sauf en ce qui concerne :

1° les prestations de services par les commerces, entreprises et services privés et publics qui sont nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population visés à l'annexe 1^{re} au présent arrêté ;

2° les prestations de services pour les formations et les examens du permis de conduire ainsi que pour les formations de pilotage d'aéronef afin de permettre le maintien, la finalisation et le renouvellement des qualifications et des licences, dans le respect des modalités prévues par le protocole applicable ;

3° les prestations de services par les photographes, dans le respect des modalités prévues par le protocole applicable ;

Overwegende dat het risico op besmettingen tijdens buitenactiviteiten aanzienlijk lager is; dat op dit ogenblik buitenactiviteiten daarom in de mate van het mogelijke de voorkeur moeten krijgen;

Overwegende de noodzaak aan ondersteuning van de politie in de handhaving van de maatregelen om de verspreiding van het coronavirus te beperken door inspectiediensten met specifieke expertise;

Overwegende de bestaande bevoegdheden van de ambtenaren van de Algemene Directie Economische Inspectie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie inzake het toezicht op ondernemingen in het kader van de economische wetgeving, waaronder algemene informatieverplichtingen, de verkoop op afstand en oneerlijke handelspraktijken, en het toezicht dat ze reeds uitoefent op de maatregelen bedoeld in artikelen 7bis, § 1 en 8, §§ 2, 3 en 4;

Overwegende dat, met het oog op het kunnen bepalen en uitrollen van verdere versoepelingen, het organiseren van proef- en pilootprojecten noodzakelijk is; dat tijdens die proef- en pilootprojecten de regels van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 niet kunnen worden nageleefd; dat een toelating van de minister van Binnenlandse Zaken vereist is om af te kunnen wijken van de bepalingen van dit ministerieel besluit tijdens die proef- en pilootprojecten, weliswaar na gemotiveerd advies van de bevoegde ministers, de betrokken lokale overheden en de federale minister van Volksgezondheid, evenwel overeenkomstig de modaliteiten van het betrokken protocol;

Overwegende dat nog steeds een beroep wordt gedaan op het verantwoordelijkheidsgevoel en de geest van solidariteit van elke burger om de social distancing na te leven en om alle gezondheidsaanbevelingen toe te passen;

Overwegende dat de hygiënemaatregelen essentieel blijven;

Overwegende dat buitenactiviteiten waar mogelijk de voorkeur krijgen; dat, indien dit niet mogelijk is, de ruimtes voldoende moeten worden verlucht;

Overwegende dat de gezondheidssituatie op regelmatige basis wordt geëvalueerd; dat dit betekent dat striktere maatregelen nooit zijn uitgesloten,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 5 van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "Onverminderd de artikelen 8 en 8bis" vervangen door de woorden "Onverminderd artikel 8";

2° in het tweede lid wordt de bepaling onder 14° vervangen als volgt: "14° een consument mag worden vergezeld door één persoon van hetzelfde huishouden of door het duurzaam onderhouden nauw contact bedoeld in artikel 15bis. De minderjarigen van het eigen huishouden of de personen die nood hebben aan begeleiding kunnen worden begeleid door één volwassene.";

3° het vierde lid wordt opgeheven.

Art. 2. In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 4 vervangen als volgt:

"§ 4. Dienstverlening waarbij de afstand van 1,5 meter tussen de dienstverlener en de consument niet kan worden gegarandeerd is verboden, behalve voor wat betreft:

1° de dienstverlening door de handelszaken, private en publieke bedrijven en diensten die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de vitale belangen van de Natie en de behoeften van de bevolking bedoeld in de bijlage 1 van dit besluit;

2° de dienstverlening voor de rijopleidingen en de rijexamens, alsook voor de opleidingen voor het besturen van luchtvaartuigen met het oog op het onderhoud, het voleindigen en het vernieuwen van kwalificaties en licenties, met naleving van de modaliteiten voorzien in het toepasselijke protocol;

3° de dienstverlening door de fotografen, met naleving van de modaliteiten voorzien in het toepasselijke protocol;

4° les prestations de service par les instituts de beauté, les bancs solaires non automatisés, les centres de bronzage non automatisés, les instituts de pédicure non médicale, les salons de manucure, les salons de massage, les salons de coiffure, les barbiers et les salons de tatouage et de piercing, dans le respect des modalités prévues par le protocole applicable déterminé par le ministre du Travail et le ministre des Classes moyennes et des Indépendants conformément aux accords conclus au sein du Comité de concertation en la matière.

Les prestations de services à domicile sont interdites, sauf en ce qui concerne :

1° les prestations de services par les commerces, entreprises et services privés et publics qui sont nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population visés à l'annexe 1^{re} au présent arrêté ;

2° les prestations de services par le secteur immobilier pour les visites de biens immobiliers, dans le respect des modalités prévues par le protocole applicable ;

3° les prestations pour les soins des cheveux. ».

Art. 3. L'article 8bis du même arrêté est abrogé.

Art. 4. À l'article 9 du même arrêté, le 5° est remplacé comme suit :

« 5° un visiteur peut être accompagné d'une personne du même ménage ou du contact rapproché durable visé à l'article 15bis. Les mineurs de son propre ménage ou les personnes ayant besoin d'une assistance peuvent être accompagnés d'un adulte ; ».

Art. 5. À l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé comme suit : « Les visiteurs sont admis pour une durée maximale de 30 minutes. » ;

2° l'alinéa 3 est remplacé comme suit : « Un visiteur peut être accompagné d'une personne du même ménage ou du contact rapproché durable visé à l'article 15bis. Les mineurs de son propre ménage ou les personnes ayant besoin d'une assistance peuvent être accompagnés d'un adulte. ».

Art. 6. À l'article 15, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « quatre personnes » sont remplacés par les mots « dix personnes ».

Art. 7. À l'article 19bis du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 8. À l'article 27, § 4, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté, les mots « 7bis, § 1^{er} et 8, §§ 2, 3 et 4 » sont chaque fois remplacés par les mots « 5, 7bis, § 1^{er} et 8 ».

Art. 9. L'article 28 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Les mesures prescrites par le présent arrêté sont d'application jusqu'au 31 mai 2021 inclus. »

Art. 10. Le même arrêté est complété par un article 29bis, rédigé comme suit :

« Art. 29bis. Le ministre de l'Intérieur peut, après avis motivé des ministres compétents, des autorités locales concernées et du ministre fédéral de la Santé publique, donner une autorisation pour déroger aux règles du présent arrêté lors des expériences et projets pilotes.

4° de dienstverlening door de schoonheidssalons, de bemande zonnebanken, de bemande zonnecentra, de niet-medische pedicurezaken, de nagelsalons, de massagesalons, de kapperszaken, de barbiers en de tatoeage- en piercingsalons, met naleving van de modaliteiten voorzien in het toepasselijke protocol bepaald door de minister van Werk en de minister van Middenstand en Zelfstandigen overeenkomstig de afspraken in het Overlegcomité ter zake.

Dienstverlening aan en in huis is verboden, behalve voor wat betreft:

1° de dienstverlening door de handelszaken, private en publieke bedrijven en diensten die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de vitale belangen van de Natie en de behoeften van de bevolking bedoeld in de bijlage 1 van dit besluit;

2° de dienstverlening door de vastgoedsector voor de bezichtigingen van onroerend goed, met naleving van de modaliteiten voorzien in het toepasselijke protocol;

3° de diensten voor haarverzorging.".

Art. 3. Artikel 8bis van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 4. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt de bepaling onder 5° vervangen als volgt:

"5° een bezoeker mag worden vergezeld door één persoon van hetzelfde huishouden of door het duurzaam onderhouden nauw contact bedoeld in artikel 15bis. De minderjarigen van het eigen huishouden of de personen die nood hebben aan begeleiding kunnen worden begeleid door één volwassene;".

Art. 5. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt: "De bezoekers worden toegelaten gedurende een periode van maximum 30 minuten.";

2° het derde lid wordt vervangen als volgt: "Een bezoeker mag worden vergezeld door één persoon van hetzelfde huishouden of door het duurzaam onderhouden nauw contact bedoeld in artikel 15bis. De minderjarigen van het eigen huishouden of de personen die nood hebben aan begeleiding kunnen worden begeleid door één volwassene.".

Art. 6. In artikel 15, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "vier personen" vervangen door de woorden "tien personen".

Art. 7. In artikel 19bis van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 8. In artikel 27, § 4, eerste en tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "7bis, § 1 en 8, §§ 2, 3 en 4" telkens vervangen door de woorden "5, 7bis, § 1 en 8".

Art. 9. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"De maatregelen voorzien in dit besluit zijn van toepassing tot en met 31 mei 2021."

Art. 10. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 29bis, luidende:

"Art. 29bis. De minister van Binnenlandse Zaken kan, na gemotiveerd advies van de bevoegde ministers, de betrokken lokale overheden en de federale minister van Volksgezondheid, toelating geven om af te wijken van de regels van dit besluit gedurende proef- en pilotprojecten.

L'organisation des expériences et projets pilotes s'effectue conformément au protocole qui sera défini par les ministres compétents et le ministre fédéral de la Santé publique portant un cadre, un calendrier et un plan par étapes pour l'organisation des expériences et projets pilotes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, conformément aux accords conclus au sein du Comité de concertation à cet égard. ».

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 26 avril 2021.

Bruxelles, le 24 avril 2021.

La Ministre de l'Intérieur,

A. VERLINDEN

CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

Avis 69.253/AG du 23 avril 2021 sur un projet d'arrêté ministériel 'modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19'

Le 16 avril 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables prorogé à huit jours ouvrables*, sur un projet d'arrêté ministériel 'modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19'.

Le projet a été examiné par l'assemblée générale le 22 avril 2021. L'assemblée générale était composée de Jacques Jaumotte, président du Conseil d'État, Marnix Van Damme, Pierre Vandernoot, Martine Baguet et Wilfried Van Vaerenbergh, présidents de chambre, Chantal Bamps, Jeroen Van Nieuwenhove, Luc Cambier, Bert Thys, Bernard Blero, Wouter Pas, Koen Muylle, Patrick Ronvaux et Christine Horevoets, conseillers d'État, Jan Velaers, Sébastien Van Drooghenbroeck, Christian Behrendt et Johan Put, assesseurs, et Gregory Delannay, greffier en chef.

Le rapport a été présenté par Xavier Delgrange, premier auditeur chef de section, Jonas Riemslogh, auditeur, Cedric Jenart et Anne—Stéphanie Renson, auditeurs adjoints.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 avril 2021.

Note

* Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de cinq jours ouvrables est prorogé à huit jours ouvrables dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85.

De organisatie van de proef- en pilootprojecten gebeurt overeenkomstig het protocol dat zal worden bepaald door de bevoegde ministers en de federale Minister van Volksgezondheid houdende een kader, kalender en stappenplan voor de organisatie van proef- en pilootprojecten, zowel binnen als buiten, overeenkomstig de afspraken in het Overlegcomité ter zake.".

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 26 april 2021.

Brussel, 24 april 2021.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. VERLINDEN

Raad van State
afdeling Wetgeving

Advies 69.253/AV van 23 april 2021 over een ontwerp van ministerieel besluit 'houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken'.

Op 16 april 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen, verlengd tot acht werkdagen* een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken'.

Het ontwerp is door de algemene vergadering onderzocht op 22 april 2021. De algemene vergadering was samengesteld uit Jacques Jaumotte, voorzitter van de Raad van State, Marnix Van Damme, Pierre Vandernoot, Martine Baguet en Wilfried Van Vaerenbergh, kamervoorzitters, Chantal Bamps, Jeroen Van Nieuwenhove, Luc Cambier, Bert Thys, Bernard Blero, Wouter Pas, Koen Muylle, Patrick Ronvaux en Christine Horevoets, staatsraden, Jan Velaers, Sébastien Van Drooghenbroeck, Christian Behrendt en Johan Put, assessoren, en Gregory Delannay, hoofdgriffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier Delgrange, eerste auditeur afdelingshoofd, Jonas Riemslogh, auditeur, Cedric Jenart en Anne—Stéphanie Renson, adjunct-auditeurs.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 april 2021.

Nota

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van vijf werkdagen verlengd wordt tot acht werkdagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85.

Voorlopige tekst in één taal. Zolang de vertaling niet beschikbaar is, zijn formele aanpassingen nog mogelijk

Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling Wetgeving zich moeten beperken tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

*

I. STREKKING VAN HET ONTWERP

1.1. Het voor advies voorgelegde ontwerp van ministerieel besluit strekt tot wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 'houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken'.

Het doel van het ontwerp is tweeledig.

Eenzijds worden bepaalde maatregelen in het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 gewijzigd. Het betreft in hoofdzaak versoepelingen van bestaande maatregelen.

Anderzijds wordt het temporele toepassingsgebied van het aldus gewijzigde besluit (artikel 28) verlengd tot en met 31 mei 2021 (artikel 7 van het ontwerp).

1.2. De wijzigingen aan de zogenaamde coronamaatregelen kunnen als volgt worden samengevat.

De in artikel 5, tweede lid, 14^o, van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 vervatte regel dat er in beginsel individueel gewinkeld moet worden, wordt vervangen door de regel dat een consument in beginsel mag worden vergezeld door één persoon van hetzelfde huishouden (artikel 1 van het ontwerp).